



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2843  
27 janvier 2023  
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

Le journal  
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

## Retraites, salaires

# Obliger le patronat à payer!



Le 19 janvier, à Paris.

**Leur société**

- Macron et ceux qui font l'opinion 3
- Budgets militaires : gros profits et grand carnage 3
- Exonérations de cotisations : le pompon pour les patrons 3
- PS : un fauteuil pour deux 7
- Police : bavures en série 7
- RT France : censure 7
- Cour de cassation : Buzyn sauvée 7
- Éducation : le Parcoursup du combattant 10
- Sexisme : situation alarmante 10
- Lycée Jean Moulin (Torcy) 10
- Élections législatives partielles : les résultats de Lutte ouvrière 10
- Produits alimentaires, carburants : les prix vont encore augmenter 11
- Étudiants : la misère s'étend 11
- Restos du cœur : une situation difficile 11
- Cité Amouroux - Toulouse : ils veulent qu'on se gèle 11

**Retraites**

- Les directions syndicales et la mobilisation 4
- RN : fariboles variées et avariées 4
- Ministres en mission 5
- Faire payer le patronat 5
- Chantiers de démolition 5
- Droite et gauche : alternance et complicité 6
- Les femmes grandes perdantes 6
- Les capitalistes intouchables ? 6

**Dans le monde**

- Ukraine : un régime corrompu et antiouvrier 7
- France-Allemagne : « deux âmes dans une même poitrine » 8
- Grande-Bretagne : des familles ont froid 8
- Chine : la fin du zéro-Covid quoi qu'il en coûte 9
- Matière premières : les affameurs gavés 9
- Burkina Faso : l'impérialisme français en échec 16
- Niger : l'héritage empoisonné de l'exploitation 16
- Parlement européen : Qatargate, Marocgate, à qui le tour ? 16

**Dans les entreprises**

- Go Sport : serial-licencieur 13
- Placoplatre 13
- Uber : un patron comme les autres 13
- Créations d'entreprises 13
- Thales AVS 14
- GE Grid Solution Villeurbanne 14
- PSA - Sochaux 14
- PSA - Trémery 14
- La Poste - Paris 09 15
- Loire : massacre du service postal 15

# Retraites et salaires, faire encore monter la pression !

Flambée des prix, chute du pouvoir d'achat, difficultés pour se faire soigner, bruits de bottes et menace guerrière sur fond de crise économique et climatique... Macron misait sur la lassitude et la démoralisation des travailleurs pour attaquer aussi les retraites. Eh bien, cela a eu l'effet inverse !

Les 200 manifestations de jeudi 19 janvier ont, partout, été impressionnantes. Entre 25 000 et 50 000 manifestants à Marseille, Lyon, Toulouse, Nantes, 20 000 au Havre et à Caen, 16 000 à Orléans, 14 000 à Perpignan, 10 000 à Lorient, 5 000 à Nevers, Beauvais, Arras, 4 000 à Rochefort, Dieppe, Vesoul, Belfort ou Chalon-sur Saône, etc.

À Paris, malgré les difficultés de déplacement, la manifestation était massive. Dans le pays, il y aurait eu 1,12 million de manifestants selon la police, deux millions selon la CGT. Il faut remonter à 1995, quand Juppé avait dû reculer face aux travailleurs, pour trouver une mobilisation comparable.

Les bataillons sont venus de l'ensemble du monde du travail. Ouvriers, techniciens, aides à domicile, employés, enseignants, cheminots, cadres, syndiqués et non syndiqués, habitués des mobilisations ou manifestant et faisant grève pour la première fois, salariés du public et du privé, des grandes comme des petites entreprises.

À Stellantis, Sanofi, Toyota, Airbus, Safran, Siemens, Iveco, de tels chiffres de grévistes n'avaient pas été vus depuis des années. Même les entreprises moyennes et plus petites ont eu leur lot de grévistes.

Macron s'est donc lourdement trompé. Il croyait donner le coup de grâce aux travailleurs, il a fait déborder le vase. S'il voulait faire la démonstration qu'il réserve tout l'argent de l'État aux financiers, à la bourgeoisie et aux plus riches, il a réussi !

Et comment ne pas être en colère quand le gouvernement annonce une loi de programmation militaire qui fait passer le budget de l'armée à 413 milliards, soit 100 milliards de plus sur sept ans ? Là, il n'y a pas de discussion, car mettre des milliards pour des tanks et des missiles, ça ne se discute pas, dans cette société. Cela ne se discute que quand il s'agit des retraites, des salaires, de l'emploi ou des hôpitaux !

Voilà la société qu'ils nous préparent : un avenir sans retraite, mais avec la guerre. Ne nous résignons pas à cela !



Tous ceux qui étaient aux manifestations ont découvert ou redécouvert l'immense force du monde du travail. Et elle compte ! Aujourd'hui, le gouvernement fait profil bas. Des failles apparaissent dans sa propre majorité, puisque certains députés disent ne pas vouloir voter le projet en l'état, preuve que la mobilisation les a mis sous pression.

Alors, la voie à suivre est claire : nous devons continuer et amplifier la mobilisation, c'est-à-dire faire en sorte qu'il y ait plus de grévistes le 31 janvier, que les grèves touchent plus d'entreprises, et nous retrouver plus nombreux dans la rue.

Dans les jours qui viennent, il ne faut pas seulement travailler pour les profits patronaux. Il faut travailler à la réussite de notre mobilisation. Il faut multiplier les discussions, se réunir, s'organiser, formuler nos revendications et recruter de nouvelles troupes pour la prochaine journée.

Comme le dit le chant *L'Internationale* : « *Battons le fer tant qu'il est chaud* ». Et le fer est à porter aussi sur les salaires, qui ne suivent pas l'inflation. Il est à porter sur les conditions de travail, car la pénibilité n'est pas l'exception, c'est la règle, aussi bien pour les métiers physiques qu'intellectuels.

Ce que Macron et ses commanditaires patronaux craignent plus que tout est que

le mouvement continue, se propage et bloque de plus en plus la production de profits.

Il faut se souvenir de la haine féroce qu'avait suscitée dans les milieux patronaux la grève des travailleurs des raffineries, en septembre et octobre derniers. Ces messieurs estiment que les travailleurs n'ont pas le droit de mener la lutte de classe, seulement de la subir ! Eh bien si, nous pouvons, nous aussi, la mener et inverser la vapeur, et nous avons commencé à le faire.

Les confédérations ont donné rendez-vous à l'ensemble du monde du travail le 31 janvier. Elles ont le pouvoir de fixer des dates, mais il dépend de chacun d'entre nous d'en faire un succès et un tremplin, afin qu'ensemble nous retrouvions le chemin de l'organisation et de la lutte collective pour nos intérêts et pour changer la société.

Contre la rapacité et l'irresponsabilité de la classe capitaliste et de ses valets politiques, vivent les luttes des travailleurs !

Nathalie Arthaud

## Macron et ceux qui font l'opinion

Le 17 janvier, le service communication de l'Élysée avait invité dix journalistes vedettes à déjeuner avec Macron. Il s'agissait de leur distiller la bonne parole présidentielle sur les retraites, et la façon de la répercuter : les fameux « éléments de langage ».

Les invités – dont Guillaume Tabard du *Figaro*, Françoise Fressoz du *Monde*, Nathalie Saint-Cricq de France-Télévision, Dominique Seux des *Échos* et de France Inter, Benjamin Duhamel de BFM-TV... – avaient promis de ne pas dire avoir rencontré Macron.

Bien avant que la chose s'ébruite, Macron avait vite pu vérifier que les grands médias faisaient passer le message. Ainsi, le soir même, un éditorialiste de France Inter titrait sa chronique : « *Macron ne croit pas à une victoire de l'irresponsabilité* », une formule reprise ensuite mot pour mot par

*Le Monde*, BFM-TV, etc.

Cela ne surprend pas. Car, s'il n'existe plus de ministère de l'Information comme sous de Gaulle, le pouvoir politique a bien des moyens de se faire entendre dans les salles de rédaction. Mais il y a une cause autrement plus fondamentale à la servilité des médias, et elle est sociale.

La solidarité de classe des médias, de leurs propriétaires et de ceux qui mettent leur plume à leur service s'affirme sans état d'âme.

Et cette solidarité s'exprime non pas tant avec le gouvernement, dont la couleur peut changer du fait des élections, qu'avec la bourgeoisie en tant que telle, dont le pouvoir n'est pas soumis aux aléas électoraux.

Mille liens personnels, familiaux, professionnels, de mode de vie, de façon de penser et de considérer la société unissent de façon concrète à la classe possédante celles et ceux « qui font l'opinion », surtout ceux que ce système a promus au premier rang.

Quand ils « travaillent » l'opinion jour après jour pour faire accepter aux travailleurs la réforme pro-patronale des retraites portée par Macron, ce sont les intérêts de la bourgeoisie que servent les médias. Il en va de même quand ils veulent persuader la population que l'impérialisme secourt la démocratie en Afrique ou en Ukraine, alors qu'il ne fait qu'y défendre les intérêts des grands groupes capitalistes.

Pierre Laffitte

## Budgets militaires : gros profits et grand carnage en perspective

Le 20 janvier, lors de ses vœux aux armées, Emmanuel Macron a confirmé une augmentation importante des budgets pour l'armée, dans le cadre de la prochaine loi de programmation militaire couvrant la période 2024-2030.

Macron a annoncé que le temps des grands sacrifices pour la défense armée de la patrie était de retour. « *Il nous faut, en tant que nation, nous transformer nous-mêmes. Être prêts à des guerres plus brutales, plus nombreuses et plus ambiguës à la fois* », a-t-il déclaré devant un parterre d'officiers, d'officiers et de simples soldats, pour justifier une manne de 413 milliards d'euros dans les sept prochaines années.

Alors que le gouvernement justifie de s'attaquer aux retraites faute de financement, les milliards pleuvent pour les capitalistes de l'armement. Dans le même temps, l'hôpital public est condamné à la pénurie chronique, l'école est à la diète, les transports publics sont en déshérence. Le budget des armées, lui, va augmenter de 100 milliards d'euros par rapport à la loi de programmation militaire précédente. L'augmentation est inédite depuis les années

1960, quand de Gaulle avait lancé son programme d'armement nucléaire.

Les galonnés ne peuvent être que ravis car, depuis l'arsenal nucléaire jusqu'aux équipements du soldat de base, en passant par les missiles, les drones, les porte-avions, et même le renseignement, aucun secteur militaire n'est oublié. Les industriels de l'armement et de l'équipement des armées se frottent les mains, car les milliards seront pour eux. En avril dernier, le PDG de Dassault, Éric Trappier, avait sonné la mobilisation : « *La menace est à la porte de nos frontières, il faut réagir très vite.* » Le message a été reçu cinq sur cinq et les fabricants d'engins de mort français vont pouvoir toucher les dividendes sonnants et réverbérants du climat de guerre attisé depuis l'invasion de l'Ukraine par Poutine.

Entre 2017 et 2030, le budget des armées aura doublé, a fanfaronné Macron, car



Le budget militaire prévoit la livraison de 280 blindés de dernière génération, Griffon, Jaguar, Serval.

la France est engagée dans une course mondiale à l'armement ou au réarmement, ouverte bien avant que le premier soldat russe soit entré en Ukraine.

Ces arsenaux sans cesse perfectionnés et augmentés, en plus de ce qu'ils enlèvent à des budgets utiles à la population, sont le symptôme le plus évident des carnages et massacres à venir, dont Macron prétend qu'ils « *serviront notre liberté, notre sécurité, notre prospérité et notre place dans le monde* ». C'est de la liberté, de la sécurité, de la prospérité, de la place dans le monde de la bourgeoisie

française que parle Macron. Il réserve aux travailleurs d'être d'abord de la chair à profit, en aidant les capitalistes en France à écraser

les salaires, les allocations chômage et les pensions de retraite, et demain d'être, en plus, de la chair à canon.

Boris Savin

## Exonérations de cotisations : le pompon pour les patrons

Depuis des années, les gouvernements successifs ont multiplié les dispositifs permettant aux employeurs d'être exonérés de cotisations sur les salaires. Rien que pour les cotisations retraite, cela représente plus de 18 milliards par an que les patrons n'ont pas à payer.

C'est un vol pur et simple opéré sur les revenus des salariés. D'abord parce que les cotisations patronales sont du salaire indirect, et exonérer un patron de cotisation, c'est en fait baisser le salaire. Et puis, ce qui n'est pas payé par les patrons, l'État doit le compenser avec son argent, qui vient aussi des impôts des salariés.

Ainsi les 18 milliards que les patrons ne payent pas en cotisations retraite sont compensés par la CSG, qui est retenue chaque mois sur la fiche de paye.

Le gouvernement met en avant un déficit à venir de 12 milliards par an pour justifier le recul de l'âge de la retraite à 64 ans. Pourtant, même si cette précision était juste – ce qui est loin d'être sûr –, le simple fait de rétablir le paiement des cotisations patronales suffirait à faire disparaître ce déficit.

Alors, s'il y a un problème avec le régime de retraite, que les patrons payent donc leurs cotisations !

Bruno Fortin

## AGENDA

### Les fêtes de Lutte ouvrière

#### Rouen

Samedi 28 janvier  
de 16 heures à minuit

Palais des Congrès à Oissel  
14, avenue St-Julien

#### Saint-Denis

Dimanche 5 février  
de 11 heures à 19 heures

Salle de la Légion-d'Honneur  
6, rue de la Légion-d'Honneur

#### Maisons-Alfort

Samedi 18 février  
à partir de 18 heures

Salle du Moulin-Brûlé  
47, avenue Foch



## Les directions syndicales et la mobilisation

L'annonce, le 10 janvier, par le gouvernement de son plan de démolition des retraites par le recul à 64 ans de l'âge de départ et l'augmentation accélérée de la durée de cotisations à 43 ans, a été reçue par le monde du travail comme une déclaration de guerre.

Bon nombre de travailleurs ont réagi en disant : « Décidément, ils veulent nous écraser. » Les piètres arguments du gouvernement ont bien peu convaincu, pas plus que le prétendu déficit à venir des caisses de retraite, ridicule comparé aux centaines de milliards d'argent public versés dans les caisses du patronat et qui ressurgissent sous forme de dividendes record.

D'octobre à janvier, le gouvernement a fait mine de consulter les organisations syndicales en lançant des « cycles de concertation ». Celles-ci, tout en se disant opposées à tout recul de l'âge de la retraite, se sont prêtées à ce jeu des pseudo-négociations, plutôt que de préparer la riposte. Le 10 janvier, sans surprise, le gouvernement a donc annoncé son plan dans toute sa brutalité, montrant le peu de cas qu'il faisait des directions syndicales. Afficher une détermination sans faille était censé décourager par avance une opposition dans la rue et par la grève.

Mais, à l'inverse, il est parvenu à susciter une réaction d'ampleur du monde du travail. Les syndicats, unis par le mépris affiché du gouvernement, ne pouvaient faire moins que de réagir à un plan rejeté par leur base. L'intersyndicale regroupant huit confédérations, même des plus timorées comme la CFDT ou la CGC, a donc appelé à la journée de grève et de manifestations le 19 janvier.

Or, celle-ci a été un succès, rassemblant 1,12 million de travailleurs selon la police et deux millions selon la CGT. C'est deux fois plus que le 24 novembre 1995, première journée de la mobilisation contre le plan Juppé qui avait rassemblé d'après la police 490 000 manifestants dans toute la France.

Outre l'affluence, la participation de travailleurs du privé a été remarquée dans les cortèges très nombreux, y compris dans des petites villes. Dans un contexte marqué par la hausse des prix, le fait que des travailleurs d'une entreprise ou d'une zone

industrielle se réunissent, échangent, fassent grève et manifestent ensemble représente un danger pour le grand patronat, car il porte aussi en germe la possibilité de grèves pour les salaires frappant les capitalistes au porte-monnaie.

Le gouvernement, qui voulait montrer sa capacité à faire passer sa réforme en force en se passant de tout accord syndical, se retrouve ainsi face à des confédérations renforcées. Ayant démontré leur influence, elles s'emploient aussi à montrer leur responsabilité et leur capacité à contrôler

la mobilisation, à travers l'appel du 31 janvier et sans doute des appels ultérieurs.

Pour l'heure, les directions syndicales maintiennent leur unité et font pression sur le gouvernement. Mais jusqu'à quand ? Nombre de travailleurs ont vu dans le passé des syndicats appeler ou rallier un mouvement pour mieux le lâcher du jour au lendemain, sous prétexte de concessions, au mépris de l'opinion des grévistes. Il est donc vital que les travailleurs en lutte se donnent les moyens de diriger eux-mêmes leur mouvement et

d'assurer son unité au travers d'assemblées générales et de comités de grève.

La crainte du gouvernement et de la bourgeoisie est que l'avidité de celle-ci finisse par déclencher un mouvement incontrôlable, même par les directions syndicales. Il y a trois mois, Édouard Philippe, ancien Premier ministre, prévenait avec regret : « On peut savoir si le vase est bientôt rempli. Mais on ne sait jamais laquelle des gouttes est la dernière. » Eh bien, pour beaucoup de travailleurs, le vase commence à déborder...

**Christian Bernac**

### On ne peut pas plaire à tout le monde

Confronté au caractère massif de la mobilisation contre sa réforme des retraites, le gouvernement a baissé d'un ton, mais la capacité des travailleurs à se mobiliser continue de mettre en rage les représentants du camp patronal.

La palme revient sans doute à monsieur Trémolet de Villers, éditorialiste au *Figaro* de son état. Dans un article du 19 janvier, il chante les louanges

de ceux qui, bien que peu enthousiastes à l'idée de devoir travailler plus longtemps, n'en continuent pas moins d'aller humblement au travail, et qui aspireraient à un pays libéré du « confinement syndical ». Emporté par son élan, ledit éditorialiste espère un soulèvement d'une « majorité silencieuse », qui conduirait les trains, produirait l'énergie, ferait cours aux enfants à la place

des grévistes preneurs d'otages.

Pauvre monsieur Trémolet de Villers, à l'esprit confiné dans son salon bourgeois, dont la seule fonction sociale consiste à débiter des insanités à ses congénères et à rêver d'un monde où les travailleurs accepteraient sans broncher de faire fonctionner la société aux conditions du patronat et du gouvernement.

**Sacha Kami**

## RN, fariboles variées et avariées

**Du temps où son électorat était essentiellement composé de petits patrons réactionnaires, de gendarmes et de nostalgiques des colonies, Le Pen père se prononçait pour l'exploitation des salariés jusqu'à 65 ans, et plus si affinités.**

Ayant gagné du soutien dans les couches populaires, Le Pen fille a parlé quelque temps de la retraite à 60 ans. Elle est bien vite revenue dessus pour s'aligner sur le départ à 62 ans, minimum requis pour les partis désireux de gérer les affaires du grand

patronat. Aujourd'hui, les porte-parole du RN se répandent pour, disent-ils, défendre contre Macron le droit à la retraite des travailleurs. Cette défense passerait par des interventions au Parlement et par la proposition d'un référendum.

La belle affaire ! Le niveau des retraites, comme celui des salaires, de l'emploi et bien d'autres choses encore, dépend du rapport de force entre le grand patronat et la classe laborieuse. Les dispositions légales ne font que sanctionner l'évolution de ce rapport de force, dans un sens ou dans l'autre. Les promesses des députés, ceux du RN comme les autres, sont donc écrites sur du vent tant que les travailleurs ne sont pas

suffisamment menaçants et mobilisés pour imposer leur droit à la vie. Or le RN, par sa filiation politique, par son programme, par toutes les fibres et les fortunes de ses chefs, est attaché corps et âme à la propriété privée, au droit des patrons d'exploiter les travailleurs, au profit. Il est donc viscéralement opposé non seulement aux manifestations actuelles mais plus généralement à l'organisation des travailleurs

et à leur lutte de classe consciente, c'est-à-dire à leur seule possibilité de se défendre. De plus, pour lui, il n'est évidemment pas question d'aller chercher l'argent des retraites là où il est, dans les coffres des grandes entreprises et de leurs actionnaires.

Alors, la défense des retraites par le RN a tout du couteau sans lame auquel il manque le manche ou, si l'on veut, de la simple démagogie.

**Paul Galois**

## Ministres en mission pour mentir

Olivier Dussopt, ministre du Travail, et Gabriel Attal, ministre chargé des Comptes publics, ont participé à des réunions publiques et donné des interviews avec pour mission de défendre la réforme des retraites en la présentant, à la suite de Borne et de Macron, comme socialement juste. Mais cela nécessite d'accumuler les mensonges !

« Quatre Français sur dix partiront avant 64 ans, pour pénibilité ou carrières longues » a déclaré Attal dans *Le Parisien* samedi 21 janvier. Et de poursuivre : « Dans le système actuel, quelqu'un qui a commencé à travailler à 20 ans part à 63 ans. Avec la réforme, ça passera à 64 ans, donc un an de plus. » Même présenté avec un sourire de premier communiant, il s'agit tout de même d'un recul ! Et il sera plus important encore pour ceux qui auraient commencé à travailler plus tard.

Quant à la prétendue prise en compte de la pénibilité, c'est un argument qui a déjà servi lors des précédentes réformes des retraites. Présentée comme une contrepartie à

l'allongement de la durée de cotisation, elle n'a concerné que très peu de travailleurs. Ainsi, ceux qui travaillent à la chaîne, avec des horaires d'équipes, les manutentionnaires qui portent des charges lourdes, tous ceux-là ne sont pas considérés comme travaillant péniblement !

Dussopt, quant à lui, a été jusqu'à affirmer sans rire dans le *Journal du Dimanche* du 22 janvier que la réforme était « redistributive » et rétablirait « un maximum d'égalité ». Selon lui, les gagnants de la réforme seraient « les Français les plus modestes, ceux qui ont eu des carrières hachées, les femmes -, et aussi l'ensemble des Français qui amélioreront leur pension ». Comme s'il suffisait



de répéter des mensonges avec aplomb pour qu'ils se transforment en vérités !

Même l'étude d'impact qui accompagne le texte gouvernemental présenté en Conseil des ministres lundi 23 janvier montre que les travailleurs seront en fait complètement perdants. Prenant l'exemple d'un travailleur né en janvier 1975, entré en activité à 18 ans et 9 mois et n'ayant connu aucune interruption de carrière, ce qui est devenu bien rare, l'étude calcule

qu'il pourra liquider sa pension à 62 ans et 6 mois après la réforme, alors qu'il aurait pu la liquider à 61 ans et 6 mois, donc un an plus tôt, sans réforme. Et il devra bien avoir cotisé une année de plus, soit 44 annuités.

L'étude souligne même que la réforme pourrait en réalité entraîner une baisse globale des pensions dans les premières années, en raison de l'accélération de la réforme Touraine : « Les assurés partant avec

une décote avant réforme pourront la voir accentuée, les assurés partant avec une surcote avant réforme pourront la voir réduite, et les assurés partant sans décote hors réforme pourront se voir appliquer une décote. »

Le gouvernement a beau faire, il est impossible de présenter comme socialement juste une violente attaque contre tous les travailleurs.

Marc Rémy

## Faire payer le patronat

On assiste en ce moment à un débat surréaliste pour déterminer la meilleure solution pour « garantir l'équilibre financier des retraites ». Chacun y va de sa méthode, du recul de l'âge à 64 ans à une augmentation des cotisations, en passant par des mesures d'accompagnement, pour les femmes, sur la pénibilité, ou encore la taxation des retraités considérés (il faut l'oser) comme des privilégiés.

Aucun des principaux responsables politiques ou syndicaux n'avance l'idée simple et évidente de faire payer ceux qui ont profité pendant des dizaines d'années du travail de salariés qui ont dû se serrer la ceinture tout au long de leur vie. Ceux qui devraient payer sont ceux qui ont usé et démolé parfois de façon irrémédiable la santé des salariés, et même avant 50 ans. C'est au patronat, aux capitalistes, à la grande bourgeoisie, qui se sont enrichis de façon indécente, de payer pour leur assurer le droit de vivre en touchant, en fait de retraite, un salaire décent.

Du côté des capitalistes les milliards coulent à flots. La crise se développe ? Eh bien les gouvernements

courent au secours des plus riches et leur déversent des aides par centaines de milliards, pendant que les conditions de vie de l'ensemble du monde du travail ne cessent de se détériorer. C'est pour la garantie des profits, gaspillés ensuite dans la spéculation, que les conditions de vie, au travail ou en dehors du travail, se détériorent sans cesse.

C'est à ces vrais maîtres de la société qu'il faut demander des comptes et ce sont eux qu'il faut obliger à payer. Les gouvernements ne sont que les paravents utiles pour détourner la colère de la population travailleuse. Quand un gouvernement est usé, un autre peut le remplacer, qui fera la même chose. Macron est

détesté, il le sait, mais il est en service, pas pour son propre compte, pour celui de la grande bourgeoisie.

Les choses sont présentées comme si les caisses de retraite étaient abondées aussi bien par le patronat que par les salariés, avec une part patronale des cotisations et une part salariale. En réalité, l'une comme l'autre sont prélevées sur une richesse créée par le travail des salariés. Alors ce sont bien eux qui ainsi alimentent intégralement les caisses de retraite.

Le monde des salariés

doit pouvoir vivre décemment, au travail avec des salaires corrects, à la retraite en gardant ses moyens de vivre, et dans tous les autres domaines de la vie, en contraignant à payer ceux qui profitent de son travail. Si ceux-ci ne l'acceptent pas, qu'ils s'en aillent. Les capitalistes ne peuvent pas se passer des travailleurs pour amasser leurs profits ; les travailleurs peuvent et doivent se passer des capitalistes pour que tous aient une vie digne.

Paul Sorel



## Chantiers de démolition

Des députés du Modem ont proposé, en plus de retarder l'âge de départ en retraite, de prolonger la semaine de travail d'une demi-heure pour financer les retraites. « On essaye modestement de voir comment apporter un peu plus de justice », a plaidé l'un d'eux, le député

d'Eure-et-Loir Philippe Vigier. Pour les paillasons des capitalistes, tous les prétextes sont bons quand il s'agit d'attaquer le monde du travail.

Le gouvernement, lui, a rapidement rejeté la proposition, préférant, selon Olivier Véran, « ne pas ouvrir le chantier du

temps de travail hebdomadaire au moment où on est déjà dans un chantier qui concerne les retraites ».

Sans doute les manifestations du 19 janvier sont-elles passées par là : attaquer les travailleurs, oui, mais un « chantier » après l'autre.

C. D.

## Droite et gauche, alternance et complicité

**Du côté des partis de gauche, on s'affiche aujourd'hui en opposants à la réforme des retraites de Borne-Macron. Ainsi, l'ancien président Hollande a déclaré qu'elle n'était pas juste.**

L'ex-président est un expert en posture politique. Depuis trente ans, les gouvernements de droite et de gauche se sont relayés pour démolir le droit à la retraite, y compris sous la présidence d'un certain... Hollande.

En 1993, la réforme Balladur allongeait de 37,5 à 40 ans la durée de cotisation pour les salariés du privé pour obtenir une retraite à taux plein. Il s'agissait d'une mesure prise par la droite. Mais, arrivée au pouvoir en 1997 et disposant pendant cinq ans d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, la gauche dite « plurielle »

menée par Jospin, se garda bien de revenir sur cette loi scélérate. Elle l'entérina et la mit en œuvre, sans que le PCF ou un certain Mélenchon, alors au PS, ne renoncent à leurs fauteuils de ministres.

Revenu au pouvoir, le tandem Chirac-Fillon étendit les mesures Balladur au secteur public en 2003 et programma l'extension pour tous de la durée de cotisation à 41 ans pour l'horizon 2012. Puis en 2010, sous Sarkozy, la réforme Woerth fit reculer l'âge de la retraite de 60 ans à 62 ans.

Le PS, comme aujourd'hui, fit mine de s'y opposer

mais, de retour au pouvoir en 2012 avec Hollande, il se garda bien de rétablir la retraite à 60 ans. Bien pire, la réforme Touraine, du nom de la ministre socialiste des Affaires sociales, programma l'allongement progressif à 43 ans de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein, à raison d'un trimestre supplémentaire tous les trois ans de 2020 à 2035.

Depuis trente ans, aucun gouvernement, aucune assemblée nationale, quelle que soit sa couleur politique, n'a fait autre chose que d'amputer le droit à la retraite des travailleurs, tantôt par le recul de l'âge légal de départ, tantôt par l'augmentation de la durée de cotisation, le tout combiné à d'autres attaques. La plongée vers la misère

d'une fraction croissante des travailleurs âgés est le résultat de cette prétendue alternance, qui n'est en fait que continuité et parfaite complicité entre les partis dévoués à la bourgeoisie.

Le gouvernement Macron-Borne souhaite donc aujourd'hui passer l'âge légal de la retraite de 62 ans à

64 ans, accélérer la réforme Touraine et imposer les 43 annuités dès 2027. Seules les mobilisations massives, par la grève et les manifestations ouvrières, comme en 1995, peuvent faire échouer le plan gouvernemental. C'est bien cette riposte qui est à l'ordre du jour.

**Christian Bernac**

## Les femmes, grandes perdantes



**Dans son discours de présentation de la réforme de la retraite du 10 janvier, Élisabeth Borne avait déclaré qu'elle était « juste, équilibrée et en faveur du progrès social », insistant sur le fait que les femmes en bénéficieraient plus que les hommes.**

Borne cite pour exemple de justice et de progrès le cas des femmes qui ont eu une carrière hachée ou incomplète du fait de maternités ou d'emplois à temps partiel imposés. À condition de partir à 67 ans, elles ne subissent plus aucune décote. Eh bien, cette limite ne sera pas augmentée, comme Borne aurait pu le décider suite au passage de 62 à 64 ans pour le régime général !

Selon l'Insee, les salaires des femmes sont inférieurs en moyenne de 22 % à ceux des hommes, et leurs pensions de retraite de 40 %. Beaucoup ne pourront par-

tir à l'âge légal de départ en retraite prévu pour l'instant sans subir une sévère décote. Il leur faudra donc toujours travailler trois ans de plus pour arriver aux 67 ans et toucher une pension qui, malgré les promesses de Borne d'en revoir le montant, sera de toute façon insuffisante pour vivre décemment, surtout face à une inflation qui grignote tous les revenus des travailleurs.

Voilà l'avenir radieux que Borne offre aux femmes retraitées, à condition évidemment qu'à 67 ans elles en aient encore un !

**Marianne Lamiral**



En 1995.

## Les capitalistes intouchables ?

**Publié à la veille de la mobilisation contre la réforme des retraites, un rapport d'Oxfam souligne que « taxer la fortune des milliardaires français à hauteur de 2 % permettrait de financer le déficit attendu des retraites ».**

Cela contraint les défenseurs de la réforme à quelques contorsions pour défendre le droit des capitalistes à engranger les milliards en paix.

Le soir de la mobilisation du 19 janvier, le ministre du Travail, Olivier Dussopt, a ainsi expliqué doctement sur BFM : « Les superprofits sont exceptionnels, alors qu'on doit financer quelque chose de durable. Le déficit des retraites, c'est tous les ans pendant plus de vingt-cinq ans, donc s'il y a quelque chose d'exceptionnel en recette cette année, ça ne

signifie pas que cette chose exceptionnelle restera tous les ans. » Les profits et les fortunes des capitalistes ne sont pourtant pas un incident de parcours, c'est la règle ! Ils sont en augmentation durable depuis des décennies grâce à la guerre menée aux travailleurs sur tous les fronts, avec le concours zélé des gouvernements successifs.

Volant au secours du ministre, le prétendu expert économique de BFM, Emmanuel Lechypre, s'est à son tour pris les pieds dans le tapis. Après avoir

affirmé : « Les entreprises payent énormément d'impôts en France, les entreprises françaises sont aujourd'hui les plus taxées », il s'est contredit lui-même en ajoutant, sans transition : « Le fait d'avoir baissé la fiscalité sur les entreprises a eu des résultats en termes d'attractivité, la France est aujourd'hui le pays le plus attractif d'Europe. » En gros : c'est en France que les entreprises payent le plus d'impôts... et qu'elles en payent le moins !

Dès qu'il est question d'effleurier les intérêts de leurs maîtres, ces perroquets des capitalistes montent au créneau. Mais, c'est dur, dur de justifier l'injustifiable.

**Julie Lemée**

## La clause de la grande perte

Pour affaiblir la riposte contre son projet, le gouvernement promet de ne supprimer les régimes spéciaux que pour les nouveaux embauchés : c'est la clause dite « du grand-père ».

La suite serait toute tracée : sans nouveaux coti-

sants, la caisse de retraite [de la RATP] deviendrait vite de plus en plus déficitaire... Un prétexte rêvé pour en finir avec elle quelques années plus tard !

La clause du papi : il n'y a pas pire.

**Extrait du bulletin de la RATP - Thiais**

## Police : bavures en série

**Coup sur coup à Paris, des policiers se sont illustrés par des actes de violence, blessant et tuant. Pour l'instant, la justice ne leur reproche rien.**

Dans la manifestation parisienne du 19 janvier contre la réforme des retraites, un jeune homme de 26 ans, appareil photo en main, tombé au sol dans une bousculade à proximité d'une charge policière, a été agressé par un CRS qui s'est déplacé de cinq mètres pour lui asséner un violent coup de matraque à l'entrejambe.

Le résultat est l'ablation d'un testicule. La police n'avait pourtant rien à reprocher à ce jeune homme, qu'elle n'a pas interpellé.

L'affaire a tout d'une bavure policière, jusqu'à la justification avancée par Olivier Véran, porte-parole du gouvernement, qui a évoqué « une séquence assez lourde pour les forces de l'ordre qui, pour certaines, étaient attaquées ». À croire que pour le ministre, ce serait une bonne raison de matraquer n'importe qui.

Trois jours plus tard, toujours dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, deux policiers sortis d'un véhicule ont tiré et tué de quatre balles un SDF de 49 ans qui jouait avec un chien. Dans

un premier temps, les autorités ont décrit la victime comme menaçante, puis l'ont accusée d'avoir brandi une arme, qui est ensuite devenue factice dans les explications policières. Les témoins ont pourtant déclaré à la presse n'avoir rien perçu de menaçant chez cet homme, ni vu d'arme, à part bien entendu celles des policiers. Après une garde à vue, les deux meurtriers ont pourtant été laissés en liberté.

Le ministre de l'Intérieur Darmanin, qui agit en permanence le thème de l'insécurité, comme bien d'autres politiciens réactionnaires, n'a pas eu un mot pour ces deux



JULIEN MATTIA LE PICTORIUM MAXPPP

victimes. Mais il est vrai que lorsqu'il entend parler de violences policières, il

s'étouffe, comme il l'avait déclaré en 2020.

**Lucien Déroit**

## PS : un fauteuil pour deux

**Après deux jours de décompte, la direction du PS a de nouveau annoncé, dimanche 22 janvier, la réélection d'Olivier Faure au poste de premier secrétaire avec un peu plus de 50% des voix.**

Son adversaire, le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rosignol, refusait toujours de reconnaître sa défaite, évoquant des fraudes.

Les deux candidats et leurs partisans se divisent sur l'attitude à adopter par rapport à la Nupes et au parti de Mélenchon, La France insoumise (LFI). Après avoir longtemps été hégémonique à gauche, le PS s'est retrouvé très affaibli après le quinquennat de Hollande. Celui-ci s'est

déconsidéré auprès des électeurs de gauche en menant une politique antiouvrière, notamment en s'attaquant aux droits des travailleurs avec la loi Travail et aux retraites avec la réforme Tournaine. Pour tenter de regagner de l'influence, l'actuel dirigeant du PS a pris ses distances avec ces mesures, se livrant à un droit d'inventaire, comme l'avait fait Jospin vis-à-vis de la période Mitterrand. En plus de se livrer à cette pratique

habituelle chez les socialistes, Faure a fait le choix de signer un accord avec LFI lors des élections législatives de juin 2022, se mettant ainsi dans la roue de Mélenchon arrivé en tête de la gauche à la présidentielle. Cela l'a amené aussi à reprendre à son compte certaines revendications, comme la retraite à 60 ans, dont il n'était plus tellement question au PS ces dernières années.

Son rival, Mayer-Rosignol, a regroupé derrière lui ceux qui jugent le discours de Mélenchon trop radical et qui pensent que le PS doit s'en démarquer, voire quitter la Nupes, et

continuer à se comporter, même dans l'opposition, comme un parti de gouvernement revendiquant ouvertement une politique en faveur de la bourgeoisie. Il a ainsi réussi à rassembler la moitié du PS, recevant le soutien de Hollande, dont il se serait d'ailleurs peut-être passé, tant le discrédit de l'ancien président est grand, y compris dans son parti. « Dis moi qui te soutient, je te dirai qui tu es », n'a pas manqué de commenter Faure.

Quelle stratégie l'emportera à la tête du PS ? Cela

compte certainement pour ses notables, qui se disputent la répartition des postes de responsabilité et des places en vue des prochaines élections. Mais il n'y a vraiment aucun enjeu pour les travailleurs. Toute l'histoire du PS, ponctuée de telles crises, a montré que, dès que la possibilité apparaît d'accéder au pouvoir, ses dirigeants se retrouvent d'accord pour gouverner ensemble contre les travailleurs, en menant la politique que la bourgeoisie attend d'eux.

**Marc Rémy**

## RT France : censure de temps de guerre

**RT France, la branche française de la chaîne russe RT, ex-Russia Today, avait déjà vu sa diffusion suspendue dans l'Union européenne en mars 2022, au début de la guerre en Ukraine.**

Elle a à présent annoncé sa fermeture, à la suite du gel de ses comptes bancaires par le ministère des Finances.

La filiale française de la chaîne, accusée d'être un

instrument de désinformation au service de la Russie de Poutine, se voit donc couper l'accès à ses comptes, ne peut plus produire d'émissions, et risque donc de ne plus payer ses quelque cent

salariés ni ses journalistes, qui protestent dans un communiqué publié par les syndicats SNJ et FO.

RT était sans doute de parti pris en faveur de la Russie. Mais l'était-elle plus que l'écrasante majorité des médias français, qui assomment la population depuis des mois avec des informations de parti pris en faveur de l'Ukraine ? En matière de désinformation, le gouvernement et les médias français sont passés maîtres, mais n'acceptent pas la concurrence.

Et, dans le pays dit de la démocratie et de la liberté d'expression, on peut censurer sans état d'âme un média qui ne sert pas le discours officiel.

**V. L.**



CAPTURE RT FRANCE

## Cour de cassation : Buzyn sauvée

La Cour de cassation vient d'annuler la mise en examen de l'ex-ministre de la Santé Agnès Buzyn par la Cour de justice de la République, seule instance pouvant juger des ministres en exercice. Elle était accusée de mise en danger de la vie d'autrui pour sa mauvaise gestion de la crise du Covid début 2020.

Même si l'épidémie se développait à toute vitesse et si le nombre de victimes ne cessait de croître, tandis que les soignants étaient envoyés au front sans protection particulière, la Cour de cassation s'appuie uniquement sur le fait qu'aucun texte de

loi n'impose à un ministre une obligation particulière de prudence et de sécurité.

Agnès Buzyn rejoint Édouard Philippe, Premier ministre à l'époque, dans les rangs de témoins assistés, une mise en cause plus légère. Et il est fort probable qu'Olivier Véran, qui a pris sa succession au ministère de la Santé, sera blanchi à son tour une fois auditionné par la CJR.

Pour les ministres et les hauts responsables, la loi est vraiment bien faite. Il y a toujours un tribunal pour effacer les accusations qu'un autre aurait pu proférer.

**M. L.**

## Ukraine : un régime corrompu et antiouvrier

Une récente vague de limogeages au sommet de l'État ukrainien en dit long sur la nature véritable de ce régime que médias et gouvernants occidentaux présentent comme le héraut de la démocratie à l'est de l'Europe et le défenseur des intérêts de la population ukrainienne.

Quatre ministres, cinq gouverneurs régionaux et quatre très hauts responsables ont été limogés. On a appris aussi que le vice-ministre de la Défense, Chapovalov, le chef adjoint de l'Administration présidentielle, Tymochenko, et le procureur général adjoint, Symonenko, avaient démissionné. Ou plutôt, qu'ils avaient été démissionnés, comme l'indique un communiqué du ministère de la Défense à propos de son numéro 2 : il s'agissait, dit-il, de « préserver la confiance de la société et des partenaires internationaux » de l'Ukraine.

Il faut croire que si le régime en arrive à de telles mesures, c'est qu'il y a urgence pour lui, au moins vis-à-vis de la population. Récemment, des médias ont commencé à révéler des affaires

de marchés conclus par le ministère de la Défense, qui achetait de quoi nourrir ses soldats en payant à des prix deux à trois fois plus élevés qu'en magasin. Les lecteurs ont ainsi appris qu'il payait 17 hryvnias (0,42 €) les œufs qu'eux achètent à 7 hr (0,17 €), les pommes de terre 22 hr au lieu de 8 ou 9. S'agissant de produits de première nécessité, que la population travailleuse peine à acheter, une telle différence a déjà de quoi choquer. Alors que chacun a un ou des proches à l'armée, cela montre surtout que ses grands chefs profitent de la guerre pour s'enrichir, eux ainsi que des intermédiaires et fournisseurs amis. Et puis, la presse a publié non plus les prix d'achat à l'unité, mais le montant total des contrats conclus le 23 décembre :

13,16 milliards de hryvnias (328,27 millions d'euros) pour les seules régions militaires de Tcherkassk, Poltava, Jytomir et Tchernihiv.

Cela souligne le fait que, quand Zelensky affirme chaque jour à la télévision que toute la population se mobilise pour défendre la patrie, les profiteurs de guerre pullulent au sommet de l'État, y compris parmi ceux qui organisent ladite défense nationale.

Comme ces gens se croient tout permis, Symonenko, censé faire respecter la loi au sommet, a, entre autres frasques, pu aller passer des vacances en Espagne, bien que toute sortie à l'étranger soit interdite aux hommes en âge de porter les armes. Qu'il y soit allé dans la voiture d'un homme d'affaires avec un garde du corps de ce dernier n'étonne guère. En effet il est de notoriété publique que la plupart des oligarques et affairistes de quelque importance ont fui depuis des mois se mettre à l'abri à l'étranger, laissant aux Symonenko, Zelensky et



Manifestant anticorruption à Kiev.

autres la charge de rafler des combattants pour servir de chair à canon face à l'armée russe.

Peu avant ces révélations et démissions forcées, Lozynsky, vice-ministre des Infrastructures, avait été évincé. Il avait reçu 400 000 dollars pour faciliter l'achat de générateurs, alors qu'une partie de la population est plongée dans l'obscurité et le froid du fait des frappes russes qui ont détruit beaucoup d'infrastructures énergétiques.

Tymochenko, le numéro 2 de l'Administration présidentielle, en poste au côté de Zelensky depuis son élection en 2019, serait aussi impliqué dans des détournements liés à la reconstruction du pays... dont il avait en partie

la charge.

Peut-être encore plus que ses compères limogés, ce personnage, typique de la haute bureaucratie ukrainienne, fait en quelque sorte le pont entre le pouvoir actuel et celui d'avant février 2022. En effet il a été impliqué dans une série de scandales financiers avant comme après le déclenchement de la guerre. Cela n'avait pas eu d'autre conséquence jusqu'à présent.

Ce pouvoir n'est pas moins ennemi des travailleurs que celui de Poutine : il était, est et reste fondé sur la corruption, le pillage en grand des ressources de l'État et un mépris sans borne pour le sort et les souffrances de la population.

Pierre Laffitte

## France-Allemagne : "deux âmes dans une même poitrine" ?

Lyrisme de pacotille et langue de bois ont été parain et marraine de la rencontre franco-allemande Macron-Scholz, dimanche 22 janvier à la Sorbonne, censée œuvrer à la refondation de l'Europe, après un Conseil des ministres commun. On a pu apprendre ainsi de Macron que France et Allemagne sont « deux âmes dans une même poitrine ».

La date symbolique, le sixième anniversaire du traité de l'Élysée,

traité de coopération signé par de Gaulle et Adenauer, était destinée à réparer la fausse note de la rencontre annulée quelques mois plus tôt, pour cause de trop nombreuses dissonances entre les deux gouvernements.

Mais les déclarations d'amitié n'ont guère masqué la concurrence féroce entre représentants des deux bourgeoisies européennes, bien plus souvent rivales qu'alliées. Qu'il s'agisse du prix de l'énergie, des dépenses

d'armement ou des subventions à leurs entreprises respectives, des intérêts divergents ne manquent pas d'apparaître derrière le vocabulaire consensuel.

Dans le panier apporté par Macron figurait le projet de couloir d'hydrogène H2Med, qui doit relier l'Espagne à la France et va être élargi à l'Allemagne, désireuse de diversifier son énergie car privée des livraisons de gaz russe. La fourniture de chars lourds

Leopard et Leclerc au gouvernement ukrainien, réclamée par celui-ci, est déclamée un sujet épineux, à évacuer de préférence. Mais les deux projets d'armement franco-allemands, le système de combat aérien du futur, le Scaf, et les chars eux aussi du futur, les MGCS, restent plus que jamais d'actualité : les deux gouvernements promettent un bel avenir au militarisme, que ce soit ensemble ou séparément.

Il reste l'annonce, à l'issue de la rencontre, d'un projet de ligne ferroviaire rapide reliant Berlin à Paris, et de la fourniture de 60 000 billets de train gratuits ou presque, devant permettre à des jeunes des deux pays de se retrouver.

En dehors de cela, les amateurs de poésie pesante auront pu apprendre de Macron, enfin, où se trouve le siège si controversé de l'âme : dans la cage thoracique.

Viviane Lafont



La Saint Sampsons gallery aménagée en warm bank à York.

## Grande-Bretagne : des familles ont froid

Les warm banks (banques de chaleur) sont à l'ordre du jour en Grande-Bretagne. En effet, confrontées à la hausse astronomique des prix de l'énergie, des centaines de milliers de familles populaires ne peuvent plus payer leurs factures de chauffage. Elles en sont réduites à se rendre dans des espaces chauffés, quand ils existent, mis à disposition

par des collectivités locales (musées, salles municipales, bibliothèques...), par des églises, voire par des particuliers ou des commerçants. Un reportage télévisé a montré ainsi un boulanger bienveillant mettant à disposition une salle aménagée au-dessus de son four.

Les grandes entreprises britanniques annoncent des profits record,

en particulier les compagnies d'énergie, qui ont gagné 170 milliards de livres (193 milliards d'euros) en deux ans. En même temps, 14,5 millions de personnes sont sous le seuil de pauvreté et des millions d'entre elles ne peuvent plus se chauffer. Cela se passe comme ça, dans la cinquième puissance mondiale.

M. B.

# Chine : la fin du zéro-Covid quoi qu'il en coûte

Le 13 janvier, le gouvernement chinois, qui avait décidé de ne plus publier de statistiques sur les morts du Covid, a finalement reconnu 60 000 décès dans le système hospitalier entre le 8 décembre et le 12 janvier, un chiffre sans aucun doute sous-estimé, ne prenant pas en compte les décès en dehors des structures hospitalières.

Le gouvernement a complètement et brusquement abandonné sa politique zéro-Covid début décembre. Cette politique, cynique et brutale, avait provoqué la révolte des ouvriers de Foxconn encasernés dans leur usine. Fin novembre, après la mort d'au moins dix personnes dans l'incendie d'un immeuble d'Urumqi, dont les portes avaient été scellées pour empêcher les habitants confinés de sortir, des milliers de manifestants avaient protesté à travers tout le pays contre le gouvernement. Mais l'objectif de celui-ci dans l'abandon du zéro-Covid n'était pas de soulager une population excédée. En l'absence d'une vaccination massive et efficace,

cette politique zéro-Covid était sans fin. Elle était devenue une impasse économique, les confinements à répétition bloquant l'activité et les profits des entreprises, la croissance économique étant au plus bas et toute reprise étant entravée, alors que le problème n'a plus la même ampleur dans la plupart des grands pays capitalistes.

Les manifestations fin novembre ont été l'occasion pour le gouvernement de changer de politique. En donnant l'impression d'aller dans leur sens, il s'en sert pour faire taire toute critique sur les risques qu'il fait prendre à des millions de Chinois. En levant toutes les restrictions d'un coup, et qui plus est au moment



Manifestation fin novembre 2022 à Chengdu contre la politique zéro-Covid du gouvernement.

du Nouvel An chinois, qui voit des millions de travailleurs rejoindre leurs familles pour les fêtes, le gouvernement mise sur l'immunité collective : il compte sur le fait que l'ensemble de la population tombe malade et s'immunise de cette manière, tout en sachant que les plus faibles, ceux qui ne sont pas vaccinés, ou mal vaccinés, risquent d'en mourir. Et s'il l'a fait si brusquement, c'est pour que le Covid se propage le plus rapidement possible et qu'ensuite l'économie redémarre le plus vite possible.

C'est un calcul cynique. La politique de confinements à répétition, que le gouvernement vantait comme un succès national, a fait passer la vaccination au second plan,

d'autant plus que le nationalisme du pouvoir, combiné au prix des vaccins occidentaux, lui a fait préférer les vaccins chinois, réputés peu efficaces. 60 % des plus de 80 ans, les personnes les plus à risque, n'ont jamais reçu une dose de vaccin, même chinois. Comme, depuis début décembre, plus des deux tiers des 1,4 milliard de Chinois auraient été contaminés, le nombre de morts n'est sans doute pas de plusieurs dizaines de milliers mais plutôt de plusieurs centaines de milliers, ce que confirment les structures hospitalières débordées, les Urgences saturées, les files d'attente devant les crématoriums...

Le cynisme du gouvernement chinois a été largement

dénoncé. Mais les capitalistes du pays ne sont pas les seuls à espérer renouer rapidement avec l'activité économique et les profits. Les usines et les commerces des capitalistes occidentaux implantés en Chine tournaient aussi au ralenti en raison des confinements à répétition depuis des mois. Eux aussi espèrent « un rebond cette année », comme l'écrivait le journal *Les Échos* du 17 janvier, plus précisément à partir du mois de mars. D'autant que le gouvernement chinois s'apprête, une fois les travailleurs guéris et les usines prêtes à tourner, à décider de mesures de relance, une manne dont les trusts occidentaux espèrent bien profiter.

Serge Benham

## Matières premières : les affameurs gavés

L'organisation non gouvernementale (ONG) suisse Public Eye a publié le 16 janvier un rapport qui met en évidence l'enrichissement fabuleux des entreprises de négoce sur les matières premières agricoles et les sources d'énergies fossiles, à la faveur de la pandémie et de la guerre en Ukraine.

Avec 6,7 milliards de dollars, le numéro un mondial du négoce agricole, Cargill, a battu des records de bénéfices. La famille de William Wallace Cargill, fondateur de l'entreprise, est l'une des plus riches au monde et sa fortune aurait augmenté de 20 millions de dollars par jour depuis 2020, selon l'ONG Oxfam. Ses principaux concurrents ne sont pas en reste et ont aussi encaissé des profits sans précédent. C'est le cas de Trafigura qui, avec 7 milliards de dollars, multiplie par deux son précédent record de 2021, d'Archer Daniels Midland et de Louis Dreyfus Company, dont les résultats semestriels dépassent leur précédent bilan annuel.

Les cinq premiers négociants en pétrole, gaz et charbon ont vu également leurs

bénéfices exploser. Glencore, leader du marché, a engrangé 5 milliards de dollars de bénéfices en 2021, soit une augmentation de 661 % par rapport à sa moyenne d'avant pandémie. Sur les six premiers mois de l'année 2022, son principal concurrent, Vitol, a dépassé son propre record avec 4,5 milliards de dollars.

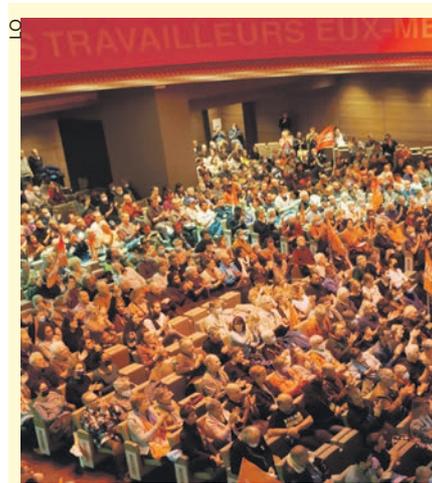
La mainmise de cette poignée d'entreprises ne se limite pas à l'acheminement de matières premières. Elles exploitent des plantations, des mines ou des raffineries. Elles contrôlent les chaînes logistiques et le transport maritime. Leur poids est tel que Public Eye affirme que huit des dix entreprises au plus gros chiffre d'affaires de Suisse en 2021 étaient des négociants et qu'elles pèsent dorénavant autant dans le

PIB du pays que l'ensemble du secteur financier.

Si les pandémies et les guerres sont des calamités pour les travailleurs, elles sont des aubaines pour les grands groupes capitalistes. Cet enrichissement éhonté a des répercussions sur l'ensemble de la planète. Selon la Banque mondiale, environ 95 millions de personnes sont passées sous le seuil de la pauvreté absolue depuis le début de la pandémie. Partout, les travailleurs ont de plus en plus de mal à se nourrir face à la flambée des prix et les centres de distribution alimentaire croulent sous les demandes de nouveaux bénéficiaires.

La seule solution pour stopper cette « avidité grotesque » dénoncée hypocritement par le secrétaire général des Nations unies serait d'exproprier ces affameurs et de placer la production et les échanges de ces produits indispensables sous le contrôle des travailleurs.

David Mencas



### Cercle Léon Trotsky

**Iran : face à une dictature obscurantiste, élément de l'ordre impérialiste**

Samedi 4 février à 15 heures

Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>

Métro Maubert-Mutualité

### Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 229 (février 2023) :

- Pour les retraites et les salaires, pour une véritable riposte ouvrière
- Total, fruit d'un accord entre la bourgeoisie française et son État, nourri au pillage des colonies.
- Haïti : l'État des gangs
- Métaux rares, transition énergétique et capitalisme vert
- Scission du NPA : les conséquences de l'opportunisme
- La réédition du *Staline* de Léon Trotsky

Prix : 2,50 euros  
Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.



## Éducation : le Parcoursup du combattant



Manifestation contre Parcoursup.

**Mercredi 18 janvier s'est ouverte la plateforme Parcoursup, passage obligé pour l'accès à l'enseignement supérieur.**

C'est une source de stress pour des candidats trop nombreux pour les formations les plus demandées, faute de moyens.

Parents, enseignants et élèves dénoncent de plus l'opacité des critères d'attribution de ces formations. Impossible de savoir si on a des chances d'avoir ce qu'on demande, ce qui permet à des officines de coaching, qui conseillent des stratégies aux familles, de faire de bonnes affaires.

Le problème s'est également aggravé avec la réforme du lycée en 2019.

Celle-ci implique le choix, dès la classe de première, de spécialités qui compteront ensuite dans les vœux des élèves pour l'enseignement supérieur.

S'y retrouver dans les 21 000 formations publiques et privées proposées par Parcoursup est un vrai défi, à tel point que la ministre de l'Enseignement supérieur elle-même admet que cette jungle est problématique. À l'occasion du contrôle de 80 établissements privés, un groupe de travail du ministère a établi que 30% d'entre eux avaient

des pratiques commerciales douteuses, et que 56% présentaient des anomalies sur la réglementation.

Le business des écoles privées est donc très florissant, et l'absence de contrôle permet toutes les magouilles, dont la plus fréquente est de proposer des diplômes qui ne sont en fait pas reconnus. Ce sont bien sûr les lycéens des quartiers populaires qui en pâtissent le plus. Mais qu'importe, puisque pour eux l'apprentissage se développe à vitesse grand V. Espérons que l'apprentissage de l'exploitation et du mépris social alimente la révolte de ces jeunes.

**Camille Paglieri**

## Lycée Jean-Moulin – Torcy : drôles de conditions de travail

**Le lycée Jean-Moulin de Torcy en Seine-et-Marne connaît depuis plusieurs années de nombreuses nuisances liées aux travaux de rénovation.**

Celles-ci n'ont fait que s'accroître depuis quelques mois et une panne électrique a contraint l'établissement à fermer ses portes une semaine avant le début des congés de fin d'année, provoquant, entre autres, le report du bac blanc.

Dès la rentrée, le personnel s'est réuni pour décider des moyens de faire cesser cette gabegie et le danger que représente le chantier : dalles de faux plafonds qui tombent, infiltrations d'eau multiples, problèmes électriques et de chauffage... Mardi 12 janvier, la fonte d'un câble électrique a provoqué un dégagement de

fumée nécessitant l'évacuation du lycée, difficile car le lieu de rassemblement des élèves se situait exactement sur l'accès des pompiers. Cela a été l'incident de trop. Dès le lendemain, l'ensemble des enseignants décidaient d'exercer leur droit de retrait et ils alertaient les élèves, les parents et les médias.

Les autorités régionales indiquaient que les travaux de sécurisation ne pourraient avoir lieu que dans un délai de deux mois. Les enseignants se sont retrouvés le jeudi matin pour décider, ensemble et à l'unanimité, de maintenir leur

droit de retrait, rejoints par des élèves. Tout cela à la grande surprise de la région Île-de-France qui, subitement, a réussi à trouver une entreprise pouvant intervenir dès l'après-midi et à organiser une réunion avec les représentants du personnel.

Vendredi 15 janvier, c'est dans une atmosphère déterminée que personnel et élèves ont accueilli une délégation, contrainte d'entendre et de s'engager sur leurs revendications. Preuve, s'il en était besoin, de la nécessité de maintenir la pression : des élèves voulant rentrer dans un bâtiment en préfabriqué ont vu la poignée de la porte leur rester dans la main.

**Correspondant LO**



## Sexisme : situation alarmante

**Le cinquième rapport du Haut Conseil à l'Égalité (HCE) sur l'état du sexisme en France, qui vient d'être remis au gouvernement, s'appuie sur un sondage réalisé auprès de 2 500 personnes de 15 ans et plus.**

Il rappelle que malgré la reconnaissance apparemment générale des inégalités entre les femmes et les hommes, les stéréotypes sur le rôle de chacun des deux sexes subsistent.

Les femmes dénoncent le déséquilibre dans la répartition des tâches ménagères (41%); des remarques sexistes au travail ou dans la rue (57%); des rapports sexuels imposés par leur conjoint (33%). Mais 40% reconnaissent qu'elles censurent leurs propos par peur des réactions et 55% renoncent à sortir et à faire des activités seules.

Les hommes minimisent ces inégalités; ainsi quand il s'agit de l'embauche d'un homme au lieu d'une femme, à compétences égales (67% des sondés); 40% trouvent normal que la femme arrête de travailler pour élever des enfants; 16% estiment qu'une femme agressée sexuellement est en partie responsable et 33% que le féminisme menace leur place dans la société.

Quant à la violence, elle

reste présente dans les têtes, et 11% en moyenne des hommes interrogés, 23% des moins de 35 ans, l'estiment nécessaire pour se faire respecter. Le nombre de féminicides au sein du couple a d'ailleurs augmenté de 20% entre 2020 et 2021.

Devant cette situation, que le rapport présente comme alarmante, ses auteurs proposent, entre autres, d'augmenter les moyens financiers et humains de la justice, d'appliquer réellement la loi sur l'éducation à la sexualité et à la vie affective, d'institutionnaliser une journée de lutte contre le sexisme. Autant de mesures qu'on peut préconiser chaque année à l'attention d'un gouvernement prodigue au mieux de bonnes paroles. C'est évidemment sans effet dans un monde d'exploitation et d'oppression qui pèse sur la société tout entière et fait resurgir sans cesse les inégalités et les idées tordues qui les accompagnent.

**Sylvie Maréchal**

## Élections législatives partielles : les résultats de Lutte ouvrière

Dimanche 22 janvier, des candidats de Lutte ouvrière étaient présents au premier tour de trois élections législatives partielles, qui ont vu une participation faible, de l'ordre de 25%, contre environ 45% en juin dernier.

Dans la 2<sup>e</sup> circonscription de la Marne, Thomas Rose obtient 309 voix, soit

1,77% (461 voix, 1,41% en juin 2022).

Dans la 1<sup>re</sup> circonscription de la Charente : Olivier Nicolas obtient 425 voix, soit 1,81% (363 voix, 0,90% en juin 2022).

Dans la 8<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais : Étienne Zannis obtient 1 051 voix, soit 4% (563 voix, 1,27% en juin 2022).

## Produits alimentaires, carburants : les prix vont encore augmenter

Les patrons de Leclerc et de Système U ont annoncé que l'inflation allait croître au moins jusqu'au mois de juin. Quant aux carburants, ils pourraient, selon des spécialistes, être largement au-dessus de 2 euros d'ici quelques semaines.

Comme chaque début d'année, des négociations se tiennent entre les industriels de l'agroalimentaire (Coca-Cola, Nestlé, Candia, Heineken, Lustucru,...) et la grande distribution (Auchan, Carrefour, Leclerc, Super U...). Or, cette fois, les hausses réclamées par les industriels sont déjà de 20% en moyenne et même de plus de 30% pour certains produits. Dans quelques semaines ou mois, ces hausses

seront répercutées sur le grand public.

Dans les stations-service, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la fin de la ristourne sur les carburants a déjà fait grimper les tarifs. Mais un nouvel événement pourrait les faire flamber. À partir du 5 février, l'embargo contre les produits pétroliers raffinés, dont l'essence ou le diesel, venant de Russie sera effectif. Or, en France, plus de la moitié du diesel venait

des raffineries de Russie. La guerre a largement réduit ces importations mais la mise en place de l'embargo officiel signifie que les vannes devront être totalement coupées, ce qui va faire monter les prix. Et les spéculateurs, qui achètent des stocks de carburant en quelques clics pour les revendre en faisant un bénéfice au passage, sont déjà sur le coup.

L'inflation, partie du secteur de l'énergie, se transmet à tous les secteurs de l'économie. Si on reprend l'exemple de l'agroalimentaire, sous prétexte que l'électricité ou le fioul sont plus chers, les grands

industriels de ce secteur vont encore plus monter leurs prix pour accroître leurs bénéfices. L'inflation exacerbe la guerre commerciale entre capitalistes et les plus puissants imposent leurs prix aux plus faibles. En bout de chaîne,

les travailleurs payent doublement : par la hausse des prix et par l'aggravation de leur exploitation. Imposer l'augmentation massive des salaires et leur indexation sur les prix est la seule réponse possible.

Pierre Royan

## Étudiants : la misère s'étend

Partout dans le pays, les bénévoles engagés dans l'aide aux étudiants témoignent d'une affluence aux distributions alimentaires et aux friperies associatives qui dépasse les niveaux atteints au cours de la crise sanitaire.

Beaucoup d'étudiants ont retrouvé les petits boulots qu'ils exerçaient avant les confinements, mais les salaires ne leur permettent plus de vivre.

L'association Linkee, qui distribue de la nourriture à 600 étudiants chaque semaine, souligne que les deux tiers des bénéficiaires disposent de moins de 50 euros par mois, une fois payés le loyer et les factures.

Sur les 60 000 nouvelles places de logements étudiants promises lors du précédent quinquennat, seules 36 000 ont été ouvertes entre 2018 et 2022. Les seuils d'éligibilité aux bourses étudiantes étant gelés depuis 2013, le nombre d'étudiants y ayant accès se

réduit année après année, alors que leurs revenus et ceux de leurs parents sont laminés par l'inflation.

Le ministère de l'Enseignement supérieur lui-même estime que, si les seuils avaient seulement suivi les revalorisations du smic depuis dix ans, 70 000 étudiants supplémentaires recevraient une bourse à la rentrée 2023, et que 40% des boursiers recevraient des sommes un peu moins faibles. Or aucun financement n'est prévu dans le budget 2023.

C'est une raison de plus pour que les étudiants unissent leur voix à la contestation naissante.

Sacha Kami

## Restos du cœur : une situation difficile

Fin novembre 2022 les Restos du cœur lançaient leur campagne d'hiver, la 38<sup>e</sup> inspirée par l'idée généreuse de Coluche d'aider tous ceux qui ne peuvent pas se nourrir correctement.

Après la crise du Covid et maintenant la hausse spectaculaire des prix, ils sont de plus en plus nombreux à devoir faire appel aux Restos du cœur, et ceux-ci ont de plus en plus de mal à subvenir à tous ces besoins.

En 2021-2022 1,1 million de personnes avaient été accueillies et 142 millions de

repas distribués dans 2 200 lieux d'accueil. En ce début de campagne 2022-2023, les responsables des centres enregistrent près de 30% de demandeurs en plus : familles, parents isolés ou en couple, célibataires et jeunes, étudiants entre autres. Ils constatent que la proportion des personnes

demandeuses de repas et vivant avec moins de la moitié du seuil de pauvreté est passée de 50 à plus de 60%.

Les Restos du cœur, malgré les difficultés à se financer, arriveront sûrement à soulager et à aider beaucoup de laissés pour compte mais au prix de difficultés croissantes. Pendant ce temps le budget des armées aura augmenté de 100 milliards entre 2024 et 2030 ! Cherchez l'erreur.

Cédric Duval

## Cité Amouroux – Toulouse : ils veulent qu'on se gèle

La cité populaire Amouroux, à Toulouse, est une copropriété de 750 logements. Aux alentours de Noël, les habitants ont eu la mauvaise surprise de recevoir un appel de fonds pour les charges multiplié par 2,5 à cause de la seule augmentation du prix du gaz.

Ainsi, pour un T2, les charges sont passées de 1 400 euros pour 2022 à 3 500 euros pour 2023, et pour un T5 de 2 600 euros à 6 500 euros !

La société Dalkia (filiale à 100% du groupe EDF, avec un chiffre d'affaires de plus de 4 milliards d'euros) détient le contrat du chauffage collectif. Elle a donc augmenté ses tarifs de 285%. Le prix du gaz a certes explosé sur le marché, mais les fournisseurs

d'énergie répercutent cette hausse sans remettre en cause leurs considérables bénéfices. Comme le dit très justement un habitant « 4% de marge quand le prix du gaz est à 20 euros le mégawattheure, ce n'est pas la même chose que 4% de marge sur 126 euros ! »

Bien des habitants se retrouvent incapables de payer leurs factures. Mais, comme il s'agit d'un chauffage collectif, qu'ils coupent ou non leurs

radiateurs n'y change rien. Face à cette catastrophe, le syndicat n'avance aucune solution. La seule chose qu'il a proposée à une habitante en difficulté est de lui racheter son appartement.

Le bouclier tarifaire mis en place par le gouvernement pour les copropriétés ne s'appliquera qu'en avril, mais, en attendant, les factures sont dues dans leur intégralité. Il existe aussi une aide de la région. Mais ces aides publiques sont avant tout des subventions pour Dalkia, et sans contreparties de sa part.

Une cinquantaine d'habitants se sont réunis en collectif et ont alerté la presse. Ils envisagent d'organiser une grève des



Réunion à la Cité Amouroux le 14 janvier.

factures, mais s'interrogent aussi sur les travaux d'isolation, qui n'ont jamais été faits, ou sur la modernisation du système

de chauffage collectif. En tout cas, ils ne comptent pas se laisser plumer en plein hiver sans réagir.

Correspondant LO

## Pollution aux granulés : impuissance volontaire

Depuis quelques semaines, des nuées de granulés de plastique industriel souillent la côte atlantique, depuis la pointe de Penmarch jusqu'aux Sables-d'Olonne, empoisonnant au passage la faune et la flore marines. Elles proviennent de toute évidence d'un conteneur dont la perte en mer n'a pas été déclarée.

Ces granulés de quelques millimètres de diamètre sont la matière première de toute fabrication industrielle d'objets en plastique, de la bouteille de soda aux pièces spéciales pour l'aéronautique. Des millions de tonnes en sont fabriquées chaque année et transportées par voie maritime ou terrestre de par le monde. Les autorités européennes, calculant qu'il s'en perd 41 000 tonnes par an dans l'Union, polluant les mers et les rivières, avaient édicté des règlements contraignants pour éviter

les accidents. Ils devaient prendre effet le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et sont visiblement restés lettre morte, au moins dans le cas présent.

Les armateurs ne déclarent en effet les pertes de conteneurs que s'ils le veulent bien. Ils le font rarement, arguant que les équipages ne voient pas les boîtes tomber et qu'il est donc illusoire d'essayer de les retrouver. Ils ne savent d'ailleurs pas toujours ce que contiennent les conteneurs, ce qui rend la récupération éventuelle dangereuse et la pollution incontrôlable.

Tous les Macron du monde, passés, présents et futurs, se gargarisent au vert chaque matin et promettent monts et merveilles, transition et circuits courts. En attendant, la course au profit fait que l'on continue à fabriquer du plastique éternel et éternellement polluant à tire-larigot ; que l'on transporte des billes dans des sacs troués et des conteneurs fendus, quand ce n'est pas le conteneur entier qui part à la dérive ; que personne, et surtout pas les grandes entreprises, n'est responsable ; et que lorsqu'une loi finit par être édictée, les États ne la font pas respecter.

Après cela, ces braves gens viendront dire aux enfants de ne pas jeter par terre leur cornet de frites vide sous peine d'amende.

**Paul Galois**

## Aides à domicile – Laval : retrouvailles en manifestation

Pour une dizaine d'aides à domicile de la ville de Laval, en Mayenne, l'appel national à manifester contre la réforme des retraites a été l'occasion d'exprimer le ras-le-bol. Aucune d'entre elles n'imagine exercer son métier jusqu'à 64 ans, ni même jusqu'à 62 !

Deux ou trois fois par semaine, les horaires de travail s'étalent de 8 heures à 20 heures. Et ce n'est pas encore suffisant : pendant un semestre par an, certaines sont obligées de faire les horaires atypiques. Ce sont des journées qui peuvent commencer à 7 heures, et

deux soirs dans la semaine elles se terminent à 22 h 30. Chacune est seule, dans sa voiture personnelle, à faire les trajets et à être confrontée à des situations de plus en plus compliquées, dans un contexte social qui se détériore en général.

Alors, elles se sont

contactées afin de se montrer et de défiler ensemble le 19 janvier, quitte à bouleverser un planning qu'elles subissent d'habitude.

La manifestation à Laval a été l'occasion de retrouvailles, d'échanges et au fond, d'une vraie réunion. Les surblouses portaient la mention : « Les aides à domicile sont au service des plus fragiles, le gouvernement est au service des riches ». Elles ressortiront le 31.

**Correspondant LO**

## Boulangers : en colère contre ceux qui les mettent dans le pétrin

Le 23 janvier, plusieurs centaines de boulangers, venus de tout le pays, ont manifesté à Paris. Ils protestent contre la hausse des prix, celle des matières premières alimentaires, œufs, farine, beurre et sucre, et tout particulièrement celle de l'énergie.

Les boulangers doivent en effet faire face à des factures d'électricité parfois multipliées par quatre, cinq, voire bien plus. « Tout a commencé l'an dernier avec l'augmentation de 10 à 20 % des matières premières. Maintenant le problème majeur, c'est l'énergie. Dans ma boulangerie, la facture a plus que doublé : de 35 000 à 75 000 euros », comptabilisait un boulanger venu de Vienne dans l'Isère.

Ils réclament des tarifs bloqués, un bouclier tarifaire pour tous. Celui-ci en effet est ouvert aux très petites entreprises de moins de dix salariés, dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 2 millions d'euros et dont le compteur

électrique affiche une puissance de moins de 36 kilovoltampères. Du fait de cette dernière condition, les boulangers sont exclus de cette aide, leurs fours ayant une consommation bien supérieure.

Les boulangers sont confrontés en fait aux mêmes problèmes que les autres travailleurs en étant victimes du pouvoir des spéculateurs, des grandes entreprises fournissant l'énergie telles que Total, qui fixent les prix et imposent leur loi à toute la société. Salariés et petits artisans devront se retrouver ensemble contre ces capitalistes qui réduisent à la misère toute une partie de la population.

**Aline Retesse**

## GAFAM : licenciements par milliers

Google vient d'annoncer 12 000 licenciements dans le monde qui s'ajoutent aux suppressions d'emplois chez Meta, Amazon, Microsoft ou Twitter.

En tout, 55 000 emplois sont menacés. Mais si on comptabilise l'ensemble du secteur du numérique, ce sont en fait 200 000 emplois qui auraient disparu depuis début 2022.

Les grands patrons de ces entreprises ont longtemps prétendu que le numérique échappait aux crises. En 2008, ils avaient effectivement continué à se développer en pleine crise mondiale. La crise du Covid les a fait prospérer, puisque toute une partie de la population de la planète, confinée à domicile, ne pouvait communiquer que derrière des écrans d'ordinateur, et utilisait le commerce en ligne.

En réalité, leurs méthodes étaient assez classiques. Facebook s'est assuré pendant des années une position dominante en rachetant ses concurrents comme Instagram en 2012, ce qui lui a permis de dicter sa loi

aux publicitaires, jusqu'à ce qu'il ne puisse plus résister à la concurrence récente de TikTok dans la jeunesse.

Et surtout, ces groupes avaient attiré des masses de capitaux spéculatifs. Mais les baisses de leurs résultats ces derniers mois ont amené ces capitaux à se détourner brutalement. Ainsi les GAFAM ont vu leur valorisation boursière diminuer de 1 500 milliards de dollars en novembre 2022. Pour mettre un coup d'arrêt à cette hémorragie et rassurer les marchés financiers, les dirigeants des GAFAM ont recouru à une méthode éprouvée : annoncer des licenciements.

Tous ces géants du numérique font ainsi la preuve qu'ils sont bien des entreprises capitalistes comme les autres, promptes à jeter dehors des dizaines de milliers de salariés pour augmenter leur rentabilité.

**Hélène Comte**



## Go Sport : un serial-licencieur

**Le tribunal de commerce de Grenoble a décidé, jeudi 19 janvier, la mise en redressement judiciaire de Go Sport.**

Les 2 100 salariés répartis en 124 magasins dénoncent la menace de disparition de l'enseigne, ainsi que les manipulations comptables du patron milliardaire, Michel Ohayon. Ils l'accusent d'avoir vidé les caisses en moins de deux ans.

Michel Ohayon, PDG de la Financière immobilière bordelaise, a fait fortune dans l'immobilier de bureaux et l'hôtellerie de luxe. Il s'est ensuite lancé dans le

commerce en rachetant 22 Galeries Lafayette en 2018, puis, successivement, parfois pour l'euro symbolique, La Grande Récré, Jouetland, Go Sport, Gap en 2019, et Camaïeu en 2020, qu'il a regroupés au sein de la société HPB.

Trois ans après son rachat, Camaïeu a été liquidé, plus de 2 000 emplois supprimés. La fortune du liquidateur, par contre, est passée de 750 millions d'euros en 2019 à 1,1 milliard en 2022.

Alors, les salariés de Go Sport ressentent la décision du tribunal de commerce comme une sorte de carte blanche donnée au patron, d'autant qu'ils viennent d'apprendre que Go Sport a racheté début janvier Gap, également en difficulté, pour 38 millions d'euros au profit de HPB, après que cinquante millions d'euros ont déjà été prélevés par la holding financière.

La démonstration est donc claire. Ce qui s'est passé chez Camaïeu il y a quelques mois à peine peut se reproduire chez Go Sport



Au tribunal de commerce.

et chez Gap, puisque les deux enseignes n'en forment plus qu'une désormais, mais aussi dans toutes les autres enseignes du groupe. L'argent

pour maintenir les salaires et les emplois des salariés est dans la fortune accélérée du patron.

**Philippe Logier**

## Placoplatre : condamné pour la mort d'un ouvrier

**Le 18 janvier, la société Placoplatre a été condamnée pour homicide involontaire à 50 000 euros d'amende après la mort d'un ouvrier. Il avait été écrasé par un bloc de gypse en 2019 dans la carrière souterraine de Baillet-en-France, dans le Val-d'Oise.**

Peut-on pourtant parler d'homicide involontaire quand on sait que le système de communication installé dans la zone de travail, et destiné à prévenir de la chute de ces blocs de gypse, n'était pas utilisable ? Le signal lumineux destiné à prévenir du danger s'est en effet révélé inefficace. Il a fallu d'ailleurs ce mort pour qu'un système de talkie-walkie soit mis en place depuis.

De plus, ce jour-là, les intérimaires représentaient 42 % des salariés du site ! « Cela aurait dû conduire

l'employeur à des mesures particulières de prévention des risques », ont estimé les enquêteurs. C'est peu dire.

La direction de la société n'ignorait rien de tout cela, mais les profits passent toujours avant tout le reste. La société Placoplatre est une filiale du groupe Saint-Gobain, qui emploie 180 000 salariés. Au début de l'année 2022, Saint-Gobain a annoncé la multiplication par cinq de son bénéfice net par rapport à l'année 2020, ce qui représente 2,5 milliards d'euros, contre 456 millions en 2020.

Au troisième trimestre de l'année 2022, son chiffre d'affaires était encore en forte hausse, passant de 10,80 milliards à 12,92 milliards (+ 20 %). Cette très bonne santé des profits est obtenue en usant celle des travailleurs, en créant des conditions de travail tellement déplorables qu'elles provoquent des accidents mortels.

L'avocate de la fédération du bâtiment de la CGT, Marion Ménage, a rappelé durant le procès que le secteur du bâtiment a compté près d'un mort par jour en 2022. Dans le bâtiment, comme dans tous les autres secteurs, le capitalisme continue de tuer.

**Aline Retesse**

## Uber : un patron comme les autres

**Le tribunal des prud'hommes de Lyon a donné raison à 139 chauffeurs de VTC travaillant pour Uber : ils sont reconnus comme étant des salariés déguisés de l'entreprise. Celle-ci est condamnée à leur verser entre 17 et 20 millions d'euros.**

Depuis l'apparition de ces plateformes, dont Uber est une des plus connues, le combat fait rage entre les travailleurs au statut d'auto-entrepreneurs mais qui dépendent en réalité entièrement de ces applications, et les entreprises qui ne veulent pas payer de cotisations sur les salaires de ces prétendus indépendants. Elles affirment que les chauffeurs seraient libres de ne pas travailler pour elles, d'organiser leur temps comme ils le souhaitent... Alors qu'en fait, ils doivent trimer pendant

de longues heures pour de bien maigres résultats, et souvent en prenant des risques sur la route.

Uber condamné s'est empressé de faire appel, non sans menacer les chauffeurs récalcitrants, dont les comptes seraient « désactivés à réception du jugement ».

L'exploitation connectée reste l'exploitation et les travailleurs, quel que soit leur statut, ne peuvent compter que sur leurs mobilisations pour la faire reculer.

**Camille Paglieri**

## Créations d'entreprises : illusions entretenues et illusions perdues

**Selon l'Insee 1,072 million d'entreprises ont été créées l'an passé, un record. Et les commentateurs enthousiastes d'en conclure que le pays fabrique un avenir radieux de bonheur capitaliste pour tous.**

La réalité est nettement moins rose. Plus de 60 % de ces créations d'entreprises le sont sous le statut de micro-entrepreneurs. Qu'il s'agisse d'une activité indépendante en micro-entreprise ou d'un auto-entrepreneur dépendant d'une plateforme comme Uber, ce sont surtout des travailleurs contraints de renoncer aux quelques droits

encore attachés au salariat. Pour eux, plus de congés payés, plus d'arrêt maladie, plus de limitation du temps de travail, plus de salaire minimum. Et plus non plus de camarades avec qui partager, auprès de qui apprendre, pour s'entraider, pour résister, pour ne serait-ce que souffler un peu.

Bien des micro-entrepreneurs sont en fait des

travailleurs contraints de compléter un salaire indécent ou un temps partiel imposé en bricolant, en distribuant des prospectus, en tenant un stand sur un marché, en cousant ou en cuisinant sur leur temps libre.

Le remède aux bas salaires serait ainsi le double emploi et la semaine de 60 ou 80 heures. Et l'indépendance tant vantée de l'auto-entrepreneur est une fiction. C'est celle du livreur à vélo vis-à-vis de Deliveroo

et du chauffeur à l'égard d'Uber. L'auto-entrepreneur est en fait un prolétaire qui n'a que sa force de travail à vendre et très peu de moyens pour discuter son prix. Quant au rêve de faire fortune, il a les mêmes ressorts, la même fréquence et la même réalité que celui des centaines de milliers d'apprentis footballeurs qui espèrent devenir Ballon d'or.

Les milliardaires ont tout intérêt à encourager cette illusion. C'est une

soupe de sûreté dans cette société sans espoir. C'est aussi, croient les exploités, la garantie de disposer de militants bénévoles du capitalisme, c'est-à-dire de partisans du chacun-pour-soi dans les rangs ouvriers. Sauf que la réalité de l'exploitation finit toujours par déchirer les illusions, et le plus farouche et naïf des auto-entrepreneurs se transforme alors en travailleur révolté, aux côtés de ses camarades.

**Paul Galois**

## Thales AVS : mobilisation pour les salaires et les retraites

À l'appel des syndicats et dans le cadre des négociations salariales annuelles (NAO), les travailleurs de la division Avionique (AVS) du groupe Thales, géant mondial de l'électronique civile et militaire, se sont mobilisés contre les propositions salariales de la direction.

Les annonces sur la bonne santé du groupe Thales sont quasi quotidiennes et l'enrichissement continu de ce fleuron de l'armement français, champion du CAC 40, est énorme. Mardi 10 janvier, des demi-heures d'information syndicale ont réuni 170 personnes à Vélizy (Yvelines), 120 à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), plusieurs dizaines à Toulouse (Haute-Garonne). Le jeudi 12 janvier, jour des réunions, des débrayages ont eu lieu sur plusieurs sites. À Vélizy, ils étaient 80 sur l'ensemble des équipes

pour réclamer 150 euros net pour tous. Une petite délégation du site d'à côté du groupe Dassault Systèmes est venue dire qu'ils étaient face à la même politique patronale et que l'expérience des débrayages communs de l'année passée est une perspective qu'ils ont en tête. À Thonon, sur 200 présents, 120 ont débrayé la journée ou la demi-journée pour réclamer 290 euros brut d'augmentation. À Toulouse, pour leur quatrième journée de débrayage depuis début janvier, ils étaient plusieurs dizaines à débrayer une heure.

Tout au long de cette journée, la direction a cédé chichement, euro après euro, pour passer de 75 à 100 euros d'augmentation pour les ouvriers et les techniciens et à 2,5 % maximum d'augmentation individuelle, à la tête du client, pour les cadres et les ingénieurs.

Dans ce contexte, se sont ajoutées les discussions et la colère suscitées par l'attaque sur les retraites. Lors de la journée nationale du 19 janvier, les sites étaient désertés. Les manifestants, qui ont pu se retrouver, parfois difficilement comme à Paris, ont mesuré la force de leur nombre. Le lendemain, les discussions ont porté sur les suites de la lutte. Sur l'ensemble de la division AVS, des actions étaient prévues le jeudi 26 janvier.

Correspondant LO

## PSA – Sochaux : une première étape

L'attaque du gouvernement pour la retraite à 64 ans a fait beaucoup discuter dans les ateliers et les bureaux de PSA – Sochaux. La manifestation du 19 janvier approchant, nombre d'embauchés disaient qu'ils feraient grève.

Mardi 17 janvier, quand la direction a demandé à des intérimaires de l'équipe d'après-midi de venir en contre-équipe, le jeudi matin, elle s'est heurtée à bien des refus. Même refus quand elle a tenté d'affréter un bus pour envoyer des embauchés travailler à l'usine PSA – Mulhouse le jeudi après-midi. En même temps, elle a prétexté de problèmes d'approvisionnement de pièces, notamment selon elle en raison du feu dans une usine de microprocesseurs en Asie, pour finalement faire chômer toute la production les 19 et 20 janvier, excepté des travailleurs de Logistique, dont certains ont d'ailleurs fait grève pour se rendre à la manifestation.

Au bout du compte, les ouvriers de PSA – Sochaux étaient bien plus nombreux que d'habitude dans les rues de Montbéliard. La manifestation a réuni 6 200 travailleurs, ce qui ne s'était pas vu depuis celles de 2010 pour les retraites. Parmi eux, beaucoup d'ouvriers

de petites usines du privé, des salariés de l'hôpital, des employés communaux de Montbéliard et alentour, de l'usine de sacs à main de luxe Hermès, de l'usine Ape-ram, des ouvriers d'équipements automobiles comme Faurecia, etc. Sur le passage du cortège, des

employés d'un Ehpad tenaient une banderole : « Non à la retraite à 64 ans ! »

Le recul de l'âge de la retraite n'est pas la seule raison du mécontentement : les salaires, la flambée des prix, les hôpitaux et le manque de médecins sont là pour donner le sentiment que rien ne va plus dans cette société. Le succès du 19 janvier a été un encouragement pour que le 31 janvier soit un autre succès, encore plus massif.

Correspondant LO



Le 19 janvier, dans la manifestation à Montbéliard.

## GE Grid Solution Villeurbanne : "On veut fromage et dessert"

Lundi 16 janvier, les travailleurs des ateliers de l'usine General Electric – Grid Solution de Villeurbanne se sont mis en grève pour les salaires, réclamant au départ une augmentation talon de 270 euros.

Les pneus et les palettes sont réapparus devant l'entrée, comme pendant la dernière grève contre un plan de suppressions d'emplois, il y a deux ans.

La direction lâchant dans un premier temps un talon de 100, elle passait à 130 euros au cours de la deuxième réunion de négociations, disant que la situation est difficile et l'avenir incertain, même si les résultats sont meilleurs que les années précédentes et si les carnets de commande sont pleins ! Et elle annulait la troisième réunion prévue la semaine suivante, disant que c'était à prendre ou à laisser et

« qu'on ne pouvait pas avoir fromage et dessert ».

Pour les travailleurs, c'était une provocation. Ils décidaient de ne pas reprendre le travail en dessous de 200 euros. La production était complètement arrêtée. Et leurs collègues du site d'Aix-les-Bains s'étaient mis à leur tour en grève, eux aussi pour les salaires. Il a fallu cette détermination des grévistes pour que la direction annonce finalement une troisième réunion de négociations, jeudi 26 janvier, moyennant quoi la grève a été suspendue en attendant de voir.

Correspondant LO

## PSA – Trémery : une belle journée !

Pour la première fois lors d'une journée nationale de mobilisation, la production a été touchée à l'usine de moteurs PSA – Trémery en Moselle et un car organisé pour se rendre à la manifestation à Metz. Cela ne s'était tout simplement jamais vu.

Les retraites étaient bien sûr au centre des préoccupations mais pas que. L'avenir de l'emploi sur le site de « la plus grosse usine de moteurs diesel au monde », selon PSA, inquiète les salariés. PSA vantait les vertus environnementales de ce diesel, prétendant sans rire, il y a quelques années, que l'air ressortait plus propre du pot d'échappement qu'en entrant dans le moteur ! Entre-temps, les effectifs de l'usine sont passés en vingt ans de plus de 5 000 à plus de 2 000 salariés, au gré des départs non remplacés.

PSA vient de créer une association avec Nidec pour fabriquer des moteurs électriques dans une entreprise appelée E-Motors à l'intérieur de l'usine. Mais l'empressionnement de la direction à pousser les travailleurs à y aller inquiète, d'autant

que la production de moteurs électriques n'est pas vraiment au point. À cela s'ajoute aussi le problème des salaires qui ne suivent pas la hausse des prix. À l'automne, des débrayages importants avaient eu lieu.

Au-delà de l'usine, chacun sait que c'est la panique dans les hôpitaux de Moselle qui manquent de personnel, avec plusieurs services d'urgence carrément fermés et le manque de médecins : selon l'association des maires ruraux de France (AMRF), il manque en Moselle 140 généralistes et 200 médecins spécialistes ! De quoi achever de convaincre que la société ne tourne pas rond, une évidence pour beaucoup, et qu'il fallait faire grève et manifester à Metz le 19 janvier, où plus de 10 000 travailleurs se sont retrouvés.

Correspondant LO

## La Poste – Paris 09 : non aux suppressions d'emplois !

**Avec la disparition du timbre rouge, La Poste entend accélérer encore le rythme des suppressions d'emplois dans la branche courrier. Rien que sur Paris, plusieurs réorganisations sont au calendrier des prochains mois. C'est le cas au central du 9<sup>e</sup> arrondissement.**

Même si La Poste ne distille les détails de son projet qu'au compte-gouttes, ce qui en filtre est suffisamment alarmant pour alimenter le mécontentement. Non seulement le bureau va être délocalisé en plusieurs tranches pour y faire des travaux, mais la direction compte aussi procéder à une refonte des emplois, avec notamment le démantèlement du

service des chauffeurs, le Cedex. Se parant, sans rire, de préoccupations écologiques, elle envisage de faire passer ce service qui compte actuellement seize chauffeurs à trois chauffeurs, trois vélos-cargo et trois piétons. Rien d'étonnant alors que les travailleurs aient commencé l'année par une journée de grève à 15, à la surprise de la direction qui n'a pas pu,

pour la plupart, les remplacer. Le 19 janvier, à l'occasion de la journée de mobilisation interprofessionnelle, ils ont remis cela.

De manière générale, La Poste veut faire faire tout à tout le monde pour diminuer le nombre d'emplois. Ainsi, ceux qui restaient au bureau au tri ou à la préparation des tournées se voient invités à distribuer le courrier, même ceux qui avaient des prescriptions médicales les en dispensant. Le traitement des lettres recommandées, qui dépendait d'un service dédié, passe progressivement aux facteurs. Ce

service va en conséquence passer de 11 à 5 personnes. Ceux qui s'inquiètent pour leur avenir s'entendent dire : « *Il vous reste Pôle emploi* » et, à ceux dont La Poste estime qu'ils n'ont pas le profil pour le poste qu'ils occupent pourtant, il est demandé d'envisager « *un autre projet professionnel* ».

Le même bâtiment comprend les services de distribution des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements, qui étaient autrefois à la poste du Louvre, aujourd'hui reconvertie en hôtel de luxe. Eux aussi sont appelés dans quelques mois à une réorganisation

semblable et ont donc tout intérêt à se joindre sans attendre aux réactions de leurs collègues du 9<sup>e</sup>. Leur participation par services entiers à la grève du 19 janvier va dans ce sens.

Les sujets de mécontentement ne manquent pas, avec la question des salaires, qui sont à peine au-dessus du smic, et le refus d'être obligé de courir d'un point de distribution à l'autre à un âge avancé. La Poste mène son offensive, les postiers doivent riposter sans se recroqueviller dans un bureau isolé.

Correspondant LO

## Loire : massacre du service postal

**La situation de La Poste dans la Loire est catastrophique. Les effectifs, que ce soit au courrier ou au guichet, ont drastiquement chuté. Les tournées à rallonge ne permettent plus une distribution correcte du courrier. En supprimant le timbre rouge, avec lequel le courrier était censé arrivé en un jour, La Poste officialise ce recul.**

La ville de Montbrison fait partie des zones où va être testée la disparition des tournées quotidiennes. Mais une autre dégradation importante du service postal est la réduction des heures d'ouverture des guichets. À Saint-Genest-Lerpt, près de Saint-Étienne, le

bureau de poste n'est plus ouvert que deux heures par jour le matin, tandis qu'à Unieux c'est trois heures, pour permettre au guichetier du matin de distribuer le courrier l'après-midi. Enfin, dans plusieurs villes comme Saint-Chamond, des boîtes aux lettres jaunes

ont été supprimées, prétendument par mesure de sécurité.

Pour les travailleurs, la situation se dégrade tout autant. Au centre de tri de Saint-Étienne, là où sont préparées toutes les tournées, dans une ambiance de travail digne d'une chaîne de montage, il y a de plus en plus de précaires, pour un salaire en début de carrière à peine au-dessus du smic.

La Poste compte supprimer entre 10 000 et 15 000 postes à l'échelle du pays. C'est avec toutes ces



mesures drastiques d'économies que le groupe a pu annoncer 900 millions de

bénéfices au premier semestre 2022.

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Burkina Faso : l'impérialisme français en échec

Après le Mali, les troupes françaises vont devoir quitter le Burkina Faso. Les autorités burkinabées demandent aux 400 militaires stationnés à Ouagadougou, la capitale, de partir dans un délai d'un mois et dénoncent, par la même occasion, les accords militaires qui liaient la France au Burkina.

Cette décision était attendue depuis la prise du pouvoir le 30 septembre dernier par le capitaine Ibrahim Traoré. Son coup d'État s'était accompagné de manifestations contre l'impérialisme français. Des enseignes du trust Bolloré et des stations-service Total avaient été saccagées et des manifestants avaient tenté d'incendier l'ambassade de France et des centres culturels. La junte actuellement au pouvoir n'avait eu qu'à surfer sur cette hostilité de la population envers l'ancien colonisateur, dans un scénario en

tout point semblable à ce qui s'était déroulé au Mali un an et demi auparavant.

Les Burkinabés ont mille raisons d'en vouloir à l'impérialisme français et de souhaiter se débarrasser de sa présence. Pendant vingt-sept ans, Paris a maintenu à la tête du Burkina l'un des pires dictateurs qu'ait connus l'Afrique, Blaise Compaoré. Cet homme de main des gouvernants français a pillé la population et fait régner la terreur, ne reculant pas devant la torture et l'assassinat, à commencer en 1987 par celui de son prédécesseur,



Manifestation à Ouagadougou, le 20 janvier.

Thomas Sankara, dont la volonté d'indépendance déplaisait aux dirigeants français. Lorsque Compaoré fut renversé en 2014 par un puissant mouvement populaire contre la corruption et la vie chère, c'est l'armée française qui le sauva en l'évacuant vers la Côte d'Ivoire, où cet autre ami de la France qu'est Alasane Ouattara lui organisa un refuge doré et lui accorda la nationalité ivoirienne, le mettant à l'abri d'une éventuelle extradition. Dans le même temps, la diplomatie française organisait une transition sur mesure, pour mettre en place au Burkina un nouveau régime allié de la France, tout aussi corrompu et prédateur que celui de Compaoré.

Lorsque les premiers

attentats djihadistes frappèrent le pays en 2016, les hommes des forces spéciales françaises y installèrent leur camp. Ils n'ont depuis offert aucune protection à la population, qui doit aujourd'hui affronter une situation dramatique. La moitié du territoire est tombée de fait aux mains des bandes djihadistes. La population se retrouve prise en étau entre ces groupes armés et les supplétifs de l'armée burkinabée, les « volontaires de la patrie », qui poursuivent leurs propres objectifs contre la population peule. Deux millions de personnes, dont une bonne proportion d'enfants, ont dû fuir leurs villages. Chacun a pu constater que la présence des troupes françaises avait pour seul objectif

de défendre les intérêts de l'impérialisme, et les signes d'hostilité se sont succédé, du blocage de convois chargés d'évacuer les militaires français du Mali aux manifestations antifrançaises de ces derniers jours.

Aujourd'hui, la junte et son chef, Ibrahim Traoré, s'appuient sur cette contestation ô combien justifiée de la présence française. Il s'agit certes d'un dictateur, d'un ennemi mortel des travailleurs, mais ni plus ni moins que ceux qu'a soutenus la France. Quant à celle-ci, elle récolte le fruit de dizaines d'années de prédation et voit son ancien pré carré colonial se réduire comme peau de chagrin.

Daniel Mescla

## Niger : l'héritage empoisonné de l'exploitation

La filiale nigérienne d'Orano, la société qui a succédé à Areva, a fermé il y a deux ans une mine d'uranium située à proximité de la ville d'Arlit, au Niger, dans le désert du Sahara.



Il s'avère aujourd'hui que les conditions dans lesquelles s'est effectuée cette fermeture mettent en danger la population voisine.

Un rapport d'une association environnementale spécialisée dans le risque nucléaire révèle que les déchets radioactifs sont toujours là, à l'air libre. Il s'agit de 20 millions de tonnes de boue accumulées en 40 ans d'exploitation. Ces déchets « à vie longue » contiennent des métaux lourds radioactifs dont certains sont très toxiques, et d'où s'échappe en permanence un gaz radioactif, le radon. Ils auraient dû être emprisonnés dans des conteneurs pour être ensuite évacués sur un site sécurisé. Les vents du désert étant très puissants, au moins 100 000 personnes sont menacées, auxquelles s'ajoutent les victimes de

la contamination des eaux.

Cette situation est un scandale, comme l'a été toute l'exploitation de ces mines d'Arlit. Des ferrailles contaminées ont été vendues sur les marchés, des maisons construites avec des matériaux sortis de la mine. Les taux de décès dus à des infections respiratoires étaient à Arlit de 16,19 %, deux fois supérieurs à la moyenne au Niger. À la fermeture, les 700 salariés sous-traitants d'Orano n'ont pu bénéficier d'aucun suivi médical.

La défense de ces mines avait été une des raisons non avouées de l'envoi de troupes au Mali. Quant à la sécurité des habitants d'Arlit, l'État français, principal actionnaire d'Orano, s'en est toujours moqué. Peu lui importe que les mineurs et leurs familles en meurent.

D.M.

## Parlement européen : Qatargate, Marocgate, à qui le tour ?

Une première depuis un quart de siècle, le Parlement européen vient, de voter une résolution critiquant le régime marocain, après avoir « découvert » qu'il maltraitait la liberté d'expression et de la presse.

En fait, les élus européens ont été amenés à faire un tel geste dans le cadre des poursuites judiciaires ouvertes depuis un mois à propos du scandale de corruption à grande échelle dit le Qatargate. Révélé à l'occasion du Mondial au Qatar, il a fait apparaître que des députés et responsables européens avaient reçu des sommes plus que conséquentes pour les inciter à soutenir la cause du Qatar à Bruxelles. Or, les investigations à ce sujet ont mis au jour un scandale dans le Marocgate, aux enjeux politico-financiers non moins considérables, avec là encore des élus européens mis en cause.

Ces circonstances auront au moins fait une victime collatérale : Macron. Lui qui avait prévu de se rendre au Maroc ces jours derniers, a dû une nouvelle fois reporter son voyage. Il avait pourtant fait savoir qu'il éviterait tout sujet qui fâche, dans ses discussions avec le roi et ses ministres. Cela concernait la question du Sahara occidental, annexé par le Maroc ; celle des migrants, que le Maroc laisse ou pas passer le détroit de Gibraltar selon l'état de ses relations du moment avec l'Union européenne ; et même l'affaire du piratage, par les services secrets marocains, des téléphones de responsables européens,

dont le propre portable de Macron !

Que ne ferait le représentant de l'État français pour essayer de renouer les liens amicaux – comprendre : doper les relations d'affaires – avec un pays important du Maghreb, important pour les firmes françaises qui s'y sont installées, qui voudraient s'y installer ou qui aimeraient capter plus de commandes d'une monarchie riche à milliards.

C'est le même problème qui se pose aux principaux États de l'Union européenne avec aujourd'hui le Qatar, hier l'Arabie saoudite : comment éviter que des critiques platoniques sur le terrain humanitaire, dont les uns et les autres se seraient bien passés si la question n'avait pas éclaté au grand jour, ne perturbent la bonne marche des affaires.

Pierre Laffitte